le prolétaire

bimensuel — **parti communiste international (programme communiste)**

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance : 20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements : Chèque bancaire ou C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

16e ANNEE - N° 271
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
22 juillet au 8 sept. 78

Derrière les conflits locaux, rôde le spectre de la guerre mondiale

Dans les deux articles intitulés « Evolution des rapports inter-impérialistes depuis la dernière guerre », publiés dans ce journal (voir les nos 255 et 256), nous avons annoncé que les conflits inter-impérialistes allaient inévitablement s'exaspérer, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan militaire, préparant ou renforçant la constitution de véritables fronts de guerre. La période de l'après-guerre est close, disions-nous, nous sommes entrés dans la nouvelle avant-guerre. Et comme théâtre immédiat des conflits préludant aux affrontements armés à l'échelle mondiale nous indiquions l'Afrique.

Cette prévision ne s'appuyait pas sur les spéculations des politicologues calculant les influences respectives des faucons et des colombes à Washington et à Moscou, mais partait de données matérielles. Elle se fondait en effet sur l'analyse de différents éléments : crise économique mondiale ; accumulation de matière explosive au cours précisément des longues années de détente et de coexistence « pacifique » ; transformation de l'URSS en puissance réellement planétaire ; changements dans les rapports de forces entre les USA et l'URSS et modifications d'alliance engendrés par le développement de la guerre froide et de la paix tiède ; antagonismes qui, au sein des blocs regroupés autour des « super-puissances », deviennent plus âpres à mesure que les Etats vassaux d'il y a trente ans se renforcent. Cette prévision se fondait aussi sur l'analyse des appétits insatiables qu'éveillent chez tous les ressources de l'Afrique en matières premières et en positions stratégiques, comme sur celle de la « nouvelle » politique américaine, une politique d'autant plus agressive et tendanciellement belliciste qu'elle est davantage enrobée d'idéologie humanitaire et que — dans la bonne tradition démocratique et progressiste des Wilson et Roosevelt — elle brandit plus haut le drapeau des fameux droits de l'homme.

Les dramatiques événements qui se sont déroulés depuis n'ont fait que confirmer notre prévision. L'Afrique, en particulier, n'a cessé de prendre feu, dans sa Corne orientale, au Sahara occidental, au Tchad, et enfin au Zaïre. Les tensions nationales internes et les explosions sociales dans des pays dont l'indépendance est trop fragile pour ne pas se convertir en dépendance économique, financière, politique et militaire, ont été le prétexte d'interventions soi-disant philanthropiques des uns et des autres, créant une chaîne de heurts, d'antagonismes et de conflits sanglants qui n'est pas près de s'arrêter.

Tout comme la réunion de Paris qui l'a suivie, la récente réunion au sommet de l'OTAN a pris des engagements qui reflètent les préoccupations des Occidentaux. Ce qui les inquiète, c'est la menace d'une réduction des espaces encore ouverts aux pays capitalistes développés qui cherchent désespérément où déverser leurs marchandises et leurs capitaux, et la rupture des équilibres péniblement établis à l'époque de la détente et régulièrement remis en cause par le développement même de la production et des échanges que cette détente a favorisé. C'est pour cela que l'Alliance atlantique sera renforcée au moment même où on parle de désarmement (mais c'est un phénomène classique dans l'histoire de l'impérialisme) et que les pays européens s'efforceront de garantir la « stabilité » du continent noir — puisque ce sont l'URSS et les pays du pacte de Varsovie qui sont censés être responsables de sa « déstabilisation ».

Cependant, au centre même des efforts que font les deux grands blocs pour se délimiter et s'assurer des positions avantageuses, des éléments nouveaux apparaissent. Voilà que Washington, malgré sa

(suite page 2)

DANS CE NUMERO :

- **Réunion générale du Parti : L'idéologie de mai 68 et le communisme révolutionnaire — Histoire de la Gauche : 1920 en Italie, l'occupation des usines.**
- **La grève dans les foyers de travailleurs immigrés : une bouffée d'oxygène vivifiante.**
- **Où est donc la falsification ?**
- **Notes internationales : Argentine, Espagne, Mauritanie.**

Les acquis de juin :

Non les accords bidons, mais l'appel à la lutte

A quel prix faudrait-il acheter la paix sociale, malgré l'offensive menée contre les conditions de vie des travailleurs ? Ne parviendrait-on pas à l'avoir **gratis**, avec la collaboration des directions syndicales, CFDT en tête ? Voilà la préoccupation qui animait la bourgeoisie, derrière la laborieuse comédie des négociations. Si elle n'a pas obtenu un succès total, si quelques miettes ont été accordées et quelques mesures anti-ouvrières laissées en attente, c'est uniquement grâce à la flambée des luttes du mois de juin, dont l'écho s'est fait entendre jusque dans les lieux feutrés où messieurs les « partenaires sociaux » officient.

Le contenu concret des négociations si bruyamment célébrées était en réalité une attaque contre les « acquis » déjà bien effrités de la période antérieure : attaque contre la loi de 36 sur les 40 heures, avec la trouvaille patronale de la durée annuelle du travail ; attaque contre l'indemnisation d'un nombre déjà de plus en plus limité de chômeurs, avec le projet de remplacement des 90 % aux licenciés économiques par un système « différencié », au moment même où l'on annonce que les caisses de l'UNEDIC seront vides en décembre — ce qui n'a pas empêché la CFDT d'honorer le projet de son « intérêt » et d'en préciser elle-même les modalités, de même qu'elle a salué comme une conquête les négociations par branche qui permettent en réalité au patronat de jouer sur les différences de région et de métier et de se libérer de l'attraction que pourraient exercer les salaires de branches moins misérables. La CFDT a d'ailleurs joué le même rôle d'entremetteuse dans les accords de la métallurgie, où elle a emboîté le pas au patronat qui refusait un salaire plancher national, en préconisant « des revendications mieux adaptées localement » (**Le Monde** des 9-10 juillet 78).

Ces accords de la métallurgie ont été brandis comme une grande victoire par les Ché-

(suite page 4)

programme communiste N° 77

- **L'agression française en Afrique aura son retour de flamme.**
- **Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe.**
- **L'Afrique, proie des impérialismes : II. L'exploitation financière de l'Afrique.**
- **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale. — VI. La polémique Préobrajensky-Boukharine.**
- **Sur la révolution en Amérique Latine.**

A NOS LECTEURS

Attention, le prochain numéro de ce journal ne paraîtra que le samedi 9 septembre ! Il reprendra alors sa périodicité normale.

La grève dans les foyers de travailleurs immigrés

Une bouffée d'oxygène vivifiante

Les semaines passées ont marqué un temps fort dans la mobilisation des résidents des foyers en lutte. Nous avions montré dans les deux numéros précédents de ce journal comment la bourgeoisie avait préparé son attaque. Après avoir lancé la campagne contre les « violences des résidents » dans les foyers et mis sur pied le mécanisme de l'Aide Personnalisée au Logement — qui a reçu le même accueil des travailleurs que le fameux « million du retour » —, Stoléru et la Sonacotra ont prévu le 23 mai une augmentation des loyers de 6,5 % et des assignations devant les tribunaux pour 86 délégués auxquels on réclame des sommes allant de 2.000 à 10.000 F sous peine de saisies-arrêts sur salaires, de séquestration des objets personnels et d'expulsion des foyers.

Naturellement, ces 86 inculpés étaient soigneusement triés sur le volet, car des milliers de travailleurs doivent de telles sommes ; la grève dure depuis près de 4 ans dans les foyers les plus « avancés » et touche près de 40.000 résidents répartis dans 110 foyers Sonacotra et 30 autres foyers et cités dépendant d'autres sociétés ou associations gestionnaires (ADEF, AFRP, AFTAM, LOGIREP). Ces délégués réputés être des « meneurs » car ils prennent une place active dans la lutte, la bourgeoisie voulait les isoler de leurs camarades, afin de pouvoir ensuite les expulser aisément et tenter ainsi de briser la grève.

Il faut dire que la bourgeoisie a trouvé dans son attaque l'appui direct du PCF et de la CGT. Cette dernière a beau protester aujourd'hui contre l'augmentation des loyers qu'elle trouve « injustifiée » : elle a bien proposé avec les autres confédérations la manœuvre de l'APL qui permet à la Sonacotra d'augmenter le loyer à sa guise, et le fait qu'elle trouve le montant de l'ATL (dont elle se félicite) trop faible ne risque pas de rencontrer l'assentiment des résidents qui la refusent carrément. Surtout, **L'Humanité** du 6 juillet affirme que Stoléru « est aidé dans sa tâche par l'attitude irresponsable du « Comité de Coordination des foyers Sonacotra en grève », impulsé par des gauchistes de tous bords. Le comité appelle à une grève illimitée et totale des loyers. Ce mot d'ordre irresponsable place les travailleurs immigrés dans une situation difficile » et « les place sous les coups de la répression ». Pour ces larbins, seule est possible la lutte qui « ne mène pas à la répression », c'est-à-dire qui est autorisée par l'annemi de classe. C'est pourquoi les responsables de la répression et ses victimes sont mis dans le même sac.

Mais ce travail de sape n'a pu empêcher la mobilisation des résidents des foyers. Les mesures d'intimidation, loin de produire les effets escomptés, ont soudé encore davantage les rangs des résidents. Au premier procès qui a eu lieu à Puteaux le 27 juin (bien que sur des motifs ne rentrant pas dans le cadre de la présente attaque), pratiquement tous les résidents, c'est-à-dire un millier, avaient cessé le travail et accompagnaient leurs camarades. Il en fut de même à Saint-Denis, à Ivry, à Rambouillet, etc. A Argenteuil, le 5 juillet, 2.000 travailleurs faisaient corps avec leurs délégués assignés. Le résultat est que les jugements ont été reportés en général en septembre et même fin octobre, comme à Saint-Denis, c'est-à-dire à une période plus favorable encore à la mobilisation. Stoléru n'a donc pas ses justifications juridiques pour frapper cet été.

Ce recul opéré par la bourgeoisie a été confirmé par les manifestations prévues le 8 juillet et préparées dans l'isolement le plus total, de nombreuses organisations d'extrême gauche ne s'y ralliant — d'ailleurs tout à fait verbalement — qu'in extremis, c'est-à-dire que lorsqu'apparaissait probable que la police laisserait passer la colère des travailleurs sans interdiction ni provocations grossières. A Paris près de 10.000 manifestants ont donné un cortège vraiment combatif. A Strasbourg, 300 personnes étaient présentes au rassemblement qui se prolongea par une manifestation dans le centre ville. A Metz, 450 travailleurs ont manifesté également en même temps que leurs camarades.

C'est l'organisation réelle des résidents qui

(suite page 2)

C'est la faute au mark !

« L'Europe du mark saborde La Ciotat » *titre en éditorial* l'Humanité *du 12-7-78. C'est la faute de l'Allemagne, voilà ce que le PCF explique ainsi aux 1.334 licenciés des chantiers navals écrasés par la crise internationale. Les directions syndicales promettent aux ouvriers des solutions « techniques » à cette maladie incurable du capitalisme qu'est le chômage, et les empêchent d'engager une lutte véritable contre les licenciements, une lutte capable de se transformer en défense effective des chômeurs. Il ne faut surtout pas que ceux-ci s'en prennent à leur propre bourgeoisie ! Demain, on expliquera aux chômeurs de l'aéronautique que c'est la faute de ces salauds d'Américains qui achètent leur propre camelote au lieu de l'Airbus... De « l'Allemagne paiera » à « Fabriquons français », en passant par « A chacun son boche », le chauvinisme fait preuve d'une belle continuité !*

Tous avec Carter !

Les amants de la Liberté ont défilé bras-dessus, bras-dessous, le 11-7 à Paris pour protester contre les procès faits aux dissidents russes. Les délégations du PCF, du PS et du PSU se mêlaient à celles du RPR, du CDS ou de l'UDF, l'extrême droite sioniste côtoyait la LCR, Alain de Rothschild et le Père Riquet précédaient la Fédération anarchiste et le CCA. Touchante unanimité !

Tout ce joli monde apportait ainsi son soutien à la campagne des USA de « défense des droits de l'homme », paravent idéologique classique de leur agressivité politique et militaire.

Le prolétariat n'a rien à faire dans un tel merdier démocratique. S'il doit combattre l'antisémitisme utilisé par l'URSS comme par tous les Etats bourgeois ; s'il n'est pas seul défendre certaines victimes de l'oppression bourgeoise, il ne peut le faire que sur ses positions et avec ses moyens de classe, sans jamais se mélanger aux défenseurs des idéaux bourgeois !

Derrière les conflits locaux...

(suite de la page 1)

« toute-puissance », doit faire face aux poussées au moins tendanciellement centrifuges de ses satellites ; des poussées qui cette fois ne découlent pas de **rêves de puissance**, mais de **rapports de forces** changés, d'un degré de participation potentiel et réel au banquet impérialiste qui n'est plus ce qu'il était au temps, disons, de Suez. Et voilà que Moscou est harcelée par des poussées analogues dans son « empire », et toujours plus menacée par l'ombre d'une Chine qui se tourne irrésistiblement vers l'Occident et les USA en premier lieu, ce qui transforme les réticences locales à l'unification de l'Indochine en déchirements irréparables. Voilà que tout un ensemble complexe de facteurs incite Washington et Moscou à réaffirmer leur hégémonie et donc aussi leur propre liberté de manœuvre par rapport à leurs vassaux-alliés contestataires, et fournit en même temps à ceux-ci une marge d'autonomie et un moyen de pression sur leurs maîtres.

Certes, l'échiquier international est encore mouvant, et il serait peu réaliste de croire que la marche vers l'alignement politique et militaire décisif puisse avancer de façon régulière, sans retours en arrière, changements de front et réalignements. Le durcissement des rapports entre Moscou et Washington n'exclut pas de nouveaux flirts ; la course aux armements n'exclut pas la signature solennelle d'accords de désarmement ; les antagonismes au sein des deux blocs n'excluent pas le rétablissement de l'harmonie interne ; l'accélération des conflits en cours n'exclut pas des périodes d'apaisement et même d'embrassades. La préparation des guerres mondiales s'est toujours faite à travers ces alternances de tempêtes et d'accalmies, ces renversements d'alliances et ces reconstitutions des fronts.

Ce qui est certain, c'est que la vague des conflits inter-impéralistes monte, et qu'ainsi elle se rapproche toujours plus du cœur du capitalisme mondial : toute la zone qui va des USA à l'URSS en passant par l'Europe. Le drame du continent noir n'est qu'une étape de cette montée. C'est bien pourquoi il est si urgent de mettre devant les yeux des prolétaires des pays avancés la dure réalité que l'ère du boom a pu cacher, mais que la crise mondiale ne peut que dévoiler dans toute sa brutalité. C'est pourquoi il est si important de rétablir le lien entre les luttes économiques de défense et les luttes politiques qui attaquent le capital, de même qu'entre les luttes des aires arriérées et les luttes du prolétariat des pays avancés. C'est pourquoi il est vital d'avancer à nouveau les grands thèmes de la préparation révolutionnaire, **seule** alternative à un cours historique qui jettera la classe ouvrière non seulement dans le chômage, la misère et la faim, mais la précipitera dans le gouffre de la guerre.

La « maladie africaine » n'est pas un privilège de la France giscardienne, c'est une manifestation inexorable de l'évolution capitaliste mondiale. Elle montre clairement que le partage impérialiste réalisé par la victoire « démocratique » de 1945 est remis en question par le développement économique qui a produit de nouveaux centres impérialistes, de nouvelles bourgeoisies nationales plus ou moins bien encadrées dans tel ou tel grand empire international, de nouvelles contradictions.

Il y a une vingtaine d'années, des crises comme celle de Suez marquaient clairement la décadence de l'Europe. La situation actuelle est caractérisée par un retour des Etats européens sur la scène de la politique impérialiste, même si c'est en position subordonnée : les conférences africaines se tiennent à Paris et les sommets économiques mondiaux à Bonn. Ainsi, la « maladie africaine » devient toujours davantage une maladie **européenne**, concernant directement le prolétariat européen, et deviendra demain une maladie **planétaire**. La partie devient plus serrée, même si apparemment elle ne se joue qu'entre les deux grands qui détiennent le contrôle politique et militaire du monde : les facteurs dont ils doivent tenir compte sont nombreux et contradictoires, et il leur devient toujours plus difficile de maîtriser, politiquement et militairement autant qu'économiquement, une crise de surproduction qui nécessite une **destruction** ouvrant la voie à un nouveau cycle de reproduction élargie du capital.

Une seule force peut briser cette spirale infernale qui produit simultanément la richesse et la misère, qui accumule en même temps les forces productives et les forces de destruction. C'est la classe qui est l'instrument même de cette production et qui, dans tous les pays, se trouve dans des conditions identiques : c'est le prolétariat, avant tout celui des grandes métropoles bourgeoises, uni aux prolétaires et aux paysans pauvres des ex-colonies (recolonisées aujourd'hui sous une forme différente) par un lien que l'évolution politique et sociale rend chaque jour plus évident ; c'est le prolétariat blanc uni au prolétariat et à la paysannerie de couleur, jaunes ou noirs.

La classe dominante mondiale sait bien que c'est lui l'ennemi. Elle se hâte d'élever contre lui toutes les digues militaires et policières, mais aussi politiques et idéologiques : une fois de plus, elle cherche à l'endormir avec la berceuse démocratique. C'est cette espèce d'hypnose qu'il faut briser, sous peine de voir le capital déchaîner le troisième massacre général de sa glorieuse histoire. S'il reste endormi, le géant sera mené une fois de plus à la boucherie impérialiste. Qu'il s'éveille, et balaie une fois pour toutes cette société infâme !

Une bouffée d'oxygène vivifiante

(suite de la page 1)

a permis ce résultat : la cohésion devant l'attaque bourgeoise et la présente riposte au lieu de la division et de la démoralisation. Une grande ombre au tableau cependant : encore une fois, les travailleurs immigrés se sont trouvés seuls dans l'épreuve, malgré leurs efforts incessants pour faire le lien avec les travailleurs français. La responsabilité en revient en premier lieu à l'opportunisme et aux directions syndicales.

L'article de **L'Humanité** du 6-7 déjà cité déclarait ainsi en parlant du Comité de Coordination : « Non seulement il les place [les travailleurs immigrés] sous les coups de la répression mais il les isole en prétendant agir « indépendamment de toutes organisations syndicales et politiques ». Il coupe la lutte des travailleurs immigrés de la lutte de l'ensemble de la classe ouvrière de France et la prive ainsi de toute efficacité ».

Le PCF prétend s'en sortir en faisant une citation fausse de la plate-forme des Foyers Sonacotra : « Le Comité de Coordination est indépendant de tout parti politique et de toute organisation syndicale ». Et s'il est vrai qu'une telle formulation ne traduit pas de façon appropriée la volonté tout à fait légitime et salutaire de se protéger de la politique des bureaucraties syndicales et des organisations de gauche et de prétendue extrême gauche, dont une douloureuse expérience lui a appris combien elle était néfaste, c'est mentir comme le laisse entendre **l'Humanité** de prétendre que le Comité de Coordination recherche l'isolement. Bien au contraire, la vérité est qu'il cherche anxieusement l'appui des ouvriers des entreprises et même des syndiqués, des sections syndicales là où c'est possible, et il ne perd jamais une occasion de faire ce contact. Mais il est tout aussi vrai qu'il combat l'orientation catastrophique des confédérations syndicales qu'il a été amené à dénoncer non pas à partir de préjugés partisans et sectaires, mais bien à partir de la logique de sa plate-forme, de l'organisation de la lutte des foyers et de ses exigences, ainsi que des besoins du combat des travailleurs immigrés et de toute la classe contre la politique criminelle de discriminations envers les prolétaires immigrés qui a l'appui ouvert ou tacite des partis de gauche et des directions syndicales.

La responsabilité de l'isolement de la lutte des ouvriers immigrés revient aussi aux groupes politiques qui ont déserté cette lutte ou bien traînent les pieds pour la défendre. La réalité est que cette lutte dérange l'extrême gauche car le soutien à la lutte dans les entreprises exige de plus en plus de croiser le fer avec les bonzes réformistes de la CGT et de la CFDT : c'est une tâche ingrate pour ces messieurs qui voudraient bien rester à mi-chemin entre la lutte ouvrière et la place douillette qu'ils ont acquise bien souvent dans les structures syndicales au prix de leur attitude conciliante vis-à-vis de la bureaucratie réformiste. Cette influence démoralisante pénètre même certains Comités de soutien aux foyers en grève, qui sont ainsi paralysés et qui, loin d'aider la lutte et son extension, deviennent un véritable poids mort pour elle.

Nous pensons pour notre part que l'effort fait en direction des ouvriers des usines, syndiqués ou non, et des ouvriers français en particulier, finira par payer et que la lutte parviendra, à la faveur des luttes ouvrières qui ne manqueront pas de venir, à briser les murs dressés par l'opportunisme.

Dans l'immédiat, la bourgeoisie a donc reculé : elle a provisoirement renoncé, devant la riposte des résidents, à frapper la lutte et le Comité de Coordination de front, ce qui ne les met pas à l'abri de provocations et d'attaques fascistes, comme l'ont montré ces derniers jours l'enlèvement d'un délégué de Colombes (que les résidents ont pu reprendre à la police après une manifestation devant le commissariat), l'intervention policière à Neuilly-sur-Marne, ou des inculpations dans les secteurs faibles (comme à Gennevilliers où des travailleurs, isolés de la Coordination, ont été condamnés à payer les arriérés). La tactique qui se dessine est donc celle de la tentative de division, de mensonge et de corruption, où l'opportunisme ouvrier excelle, ce qui n'empêche pas que la bourgeoisie se prépare *en même temps*, au cas où la situation se modifierait et y deviendrait favorable, à frapper frontalement la lutte et sa direction, hypothèse contre laquelle il est de toutes façons indispensable de se **protéger**.

Le premier travail de l'opportunisme est de dresser un écran protecteur entre cette lutte qu'il est difficile d'empêcher et les autres catégories, afin d'éviter les risques de « contamination » et d'extension du conflit. C'est exactement la tactique qu'avaient utilisée les bonzes syndicaux lors de la grève des postiers de Créteil qu'ils isolaient en faisant croire ailleurs qu'ils la soutenaient, l'encensant pour distraire les prolétaires de leur devoir de solidarité. C'est ainsi que le PCF et la CGT, qui n'hésitent pas par ailleurs à dénoncer le Comité de Coordination, font croire au public ignorant qu'ils sont à la tête de la grève des foyers, aidés en cela par la bourgeoisie. Par exemple l'émission de télévision régionale montrant la manifestation du 7 juillet à Saint-Denis a ni plus ni moins été présentée comme organisée par le PCF, sous l'œil incrédule des résidents qui y avaient participé ; c'est ainsi de la même manière qu'**El Moudjahid** du 9-7 a présenté la manifestation de la veille comme marquée par « la solidarité du PCF et du PS » !

Par ailleurs, devant la montée de la mobilisation des travailleurs, les partis de gauche (PC-PS-PSU), les Unions Régionales syndicales (CGT-CFDT) ainsi que les habituels parasites démocrates (comme le MAJ) et la très officielle Amicale des Algériens en Europe ont jugé urgent de demander « l'ouverture de négociations immédiates sur les foyers », uniquement pour arrêter l'incendie puisqu'il n'est même pas fait mention du Comité de Coordination, et « l'arrêt de toute poursuite à l'égard des résidents » — heureusement que les travailleurs ne les ont pas attendus et surtout qu'ils se sont mobilisés malgré leurs apostrophes ! —. Ils prétendent enfin que « toutes mesures d'expulsion des foyers ou du territoire amèneraient de leur part une riposte immédiate », déclamations démagogiques bien sonores destinées à cacher leur responsabilité dans la présente situation.

Ce qui est possible, c'est aussi que, pour permettre cette négociation, on assiste à une tentative de la CGT et de l'Amicale des Algériens de mettre en place, avec l'appui de la Sonacotra, dans les foyers qui ne sont pas encore en grève ou qui, bien qu'en grève, ne sont pas encore liés à la Coordination, des Comités de Résidents inoffensifs (comme le laisse entrevoir la publicité payée par cette société dans **Le Monde** des 10 et 11 juillet), et même de constituer des pseudo-coordinations locales à leur botte pour donner un air de légitimité à une éventuelle négociation qui, étant donné la plate-forme de ces organisations et leur attitude, ne pourrait avoir pour but que la division des résidents et la tentative d'amener la Coordination à composer. Mais les illusions que sèment ces misérables tentatives devront inéluctablement se briser sous l'impulsion des dures déterminations matérielles qui entraînent partout les résidents à lutter : ainsi au foyer Allende de Saint-Denis où le PCF et la CGT avaient poussé à une négociation séparée avec la Sonacotra et avaient fait reprendre les paiements contre des promesses, la grève vient de reprendre !

La troisième direction de la manœuvre bourgeoise est indiquée par l'attitude du PS que les travailleurs ont été surpris de voir envoyer une délégation encravatée et bronzée (et attention, que du gratin : les Maurois, Rocard, Chevènement, Sarre, Le Garrec et consorts !) avant la manifestation pour dire leurs boniments à de vrais ouvriers ! Ainsi le PS se rend compte qu'on ne peut briser le Comité de Coordination, et il ouvre la voie à sa reconnaissance, espérant peut-être que les travailleurs vont prendre le discours qu'il sert en retour pour argent comptant. Seulement, la lutte a appris qu'il faut apprécier le « soutien » qui lui est apporté d'abord à l'acceptation de sa plate-forme : cela suppose la condamnation de l'APL. Or, comment le PS pourrait-il la condamner alors que depuis 60 ans il se fait le chantre de ce genre de « réformes », destinées à mettre un peu de baume sur les plaies de la classe ouvrière afin de permettre que la bourgeoisie l'écorche sans provoquer la révolte ? Elle juge aussi cet « appui » à la reconnaissance du Comité de Coordination. Mais le PS revendique une négociation « avec les représentants directs des travailleurs [formule peu claire] et des syndicats » que les travailleurs ne laisseront précisément pas négocier sur leur dos. La manœuvre fera donc long feu.

Cette entreprise de division, de mensonge et de corruption lancée de concert par le gouvernement, la Sonacotra et tout l'arc-en-ciel des forces opportunistes a peu de chances de réussir. A condition cependant que la pression de la bourgeoisie et des réformistes sur la lutte soit contrée par une lutte résolue dans les directions suivantes :

D'abord, renforcer par tous les moyens le soutien matériel à la lutte de manière à lui permettre de passer les mois difficiles de l'été ; étendre cette lutte à de nouveaux foyers, surtout en province, pour couper l'herbe sous le pied des entreprises réformistes de division ; favoriser le lien avec les travailleurs organisés dans les entreprises et notamment les travailleurs français.

Ensuite, pousser chaque force qui apporte son soutien à la lutte à clarifier sur quelle base elle l'apporte, afin que ne puissent pas avoir prise les manœuvres visant à amener la lutte dans des pièges que toute l'ambiance démocratique pose de façon naturelle et constante, et afin que la lutte ne soit pas entravée par un soutien sans principe qui vise à la dénaturer.

Enfin aider la lutte à renforcer son caractère classiste et sa fermeté sur ses positions de lutte intransigeante ; raffermir la conscience qu'elle fait partie intégrante de la lutte de la classe ouvrière pour sa défense quotidienne et pour son émancipation du joug du capitalisme, et qu'à l'heure où renaissent les lueurs d'une future reprise prolétarienne, l'organisation qu'elle s'est donnée porte sur ses épaules une immense responsabilité de classe.

Dans ce combat, le Parti sera à son poste.

Résolument chauvins !

Nous avons sous les yeux un tract du PCF répondant au PS. On y lit entre autres perles : « Nous faisons de notre attachement à l'indépendance nationale (qu'elle soit économique ou militaire) une pratique constante de notre politique ». *Et encore :* « Le PCF détermine sa propre politique en toute indépendance, cela fait longtemps qu'il n'y a plus d'Internationale Communiste, ce n'est pas le cas pour l'Internationale Socialiste ».

Liquider l'Internationale Communiste était la pire des trahisons, mais s'en glorifier revient à y ajouter l'abjection !

Réunion Générale du Parti (mai 1978)

(compte rendu sommaire)

L'IDEOLOGIE DE MAI 68 ET LE COMMUNISME REVOLUTIONNAIRE

Au cours des dix dernières années des flots d'encre ont coulé pour tenter de donner une définition du mouvement qui a pris naissance en 1968. Il est presque inutile de souligner que ce mouvement est désormais « officiellement » catalogué comme un mouvement de *rénovation* de la société et il faut reconnaître qu'une bonne partie des mœurs actuellesont trouvé, grâce au mouvement de 68, la force de s'imposer.

Ceci indique déjà la valeur et les limites de ce mouvement. Si nous aussi avions à donner une définition, nous dirions : dans le mouvement social qui culmina en 1968 en Italie, en France, en Allemagne et qui avait touché les USA et le Japon quatre ou cinq ans plus tôt, mouvement international à fond étudiant, bien qu'il ait déclenché en France une formidable grève ouvrière, se sont exprimées les contradictions *secondaires* du système capitaliste moderne dans sa phase culminante d'ascension. Ces contradictions ont pris essentiellement la forme d'une opposition entre développement du capitalisme et oppression croissante (ou plus exactement subordination croissante au capitalisme) de toutes les branches de l'activité humaine. En substance, on peut dire que le développement forcené du système, sa soif d'un « plan » qui lui fournisse une garantie constante de développement et domestique toute énergie physique, entre à un moment donné en contradiction avec l'organisation sociale que le système s'était donnée dans la phase précédente. Les monopoles conquièrent de nouveaux domaines, asservissent de nouveaux espaces jusqu'alors hors d'atteinte, la loi de développement du capital est la seule valeur et tout doit s'y plier : ceci entre en contradiction avec l'idéologie *libérale* encore inscrite dans les constitutions des nations modernes, qui ne peuvent renier cette idéologie pour la raison que le capitalisme est un système basé en même temps sur le culte et l'écrasement de l'individu.

En conclusion, pour étrange que cela puisse paraître (mais comme nous le verrons pour le marxisme cela n'a rien d'étrange), le capitalisme moderne produit, outre la contradiction fondamentale entre prolétariat et bourgeoisie, des contradictions secondaires qui sont la conséquence de son développement et qui sont liées à ce que l'on a appelé le phénomène de la « tertiarisation », c'est-à-dire au développement des couches sociales liées aux secteurs non industriels et non agricoles. Dans certaines circonstances (absence du mouvement prolétarien organisé sur son terrain politique et de classe, phase de prospérité économique), cette contradiction secondaire peut apparaître, superficiellement, comme principale et même comme la contradiction qui se substitue à la contradiction fondamentale de la société.

Le premier rapport de notre réunion s'est ainsi proposé de montrer le caractère « libéral » des idéologies liées au mouvement de 68, en dépit de différences considérables entre les précurseurs américains et leurs successeurs européens.

Un double aspect caractérise cette conception, qui a connu ensuite des versions différentes et différentes issues dans des « écoles » et des aires géographiques variées. Confondant une *phase* du capitalisme avec sa *substance*, elle le conçoit comme « néo-capitalisme », comme *système planifié de développement* ou « société de bien-être », régie par des lois différentes de celles du paléo-capitalisme. Elle revendique alors l'*opposition* à ce « système ».

Ceci explique pourquoi tout mouvement, même le plus violent, lié à la contestation, s'est trouvé en définitive confronté aux possibilités suivantes :

1) Se rendre compte que ce qu'il croyait éternel n'est qu'une phase qui se termine et se déclarer en faillite en prononçant sa dissolution comme mouvement politique d'opposition.

2) Se rendre compte que, à travers cette phase, la substance du système n'a pas changé et revenir au projet, réunissant le réformisme et le spontanéisme, de le changer de l'intérieur.

3) Se développer, face aux difficultés objectives, comme réaction volontariste pour démolir enfin le « plan du capital » (réactions de type terroriste).

Toutes ces réactions sont liées au fond idéaliste et « superstructurel » des mouvements en question.

Une quatrième possibilité, révolutionnaire et prolétarienne, elle, découle d'un bilan qu'il s'agit de fournir *du dehors*, mais qui peut trouver un terrain fécond précisément au moment de l'effondrement des « illusions de mai » : c'est la compréhension de la phase actuelle dans tout l'arc historique du capitalisme et de la trajectoire parallèle parcourue par le mouvement de classe prolétarien, le seul qui soit révolutionnaire de façon conséquente.

Seule la *théorie marxiste* est capable d'expliquer que les phases les plus modernes du capitalisme sont celles d'un système unique, dont la substance est restée inchangée, et dont les lois ont déjà été découvertes ; la pratique politique du mouvement prolétarien n'exige pas elle non plus de révisions stratégiques ou tactiques (c'est-à-dire en ce qui concerne les objectifs à réaliser et la tactique à utiliser), même si l'effort de compréhension et d'analyse de tous les phénomènes nouveaux doit être développé.

*

Dans l'exposé on a insisté sur le lien entre l'ensemble du mouvement de ces années et les théorisations qui aujourd'hui encore sont avancées soit par des adeptes convaincus de l' « excellence du système », soit par des innovateurs (plus ou moins nostalgiques), soit par des « révolutionnaires » encore enthousiastes. Ces théorisations insistent sur les traits particuliers du capitalisme actuel. Pour les uns et les autres il en découle qu'il est impossible de proposer la révolution communiste telle que l'a conçue la « ligne qui va de Marx à Lénine et à la IIIe Internationale ». Pour les uns, naturellement, la révolution était déjà exclue avant et elle l'est á plus forte raison aujourd'hui ; pour les autres la révolution aura un caractère absolument inédit.

En réalité, ce qui vaut pour tous c'est la restauration du grand principe proudhonien : la révolution (ou la rénovation) est *d'abord sociale et ensuite politique*. Les rénovateurs soutiennent, avec de bons arguments, même s'ils trouvent de moins en moins d'écho, que, sur la base de ce grand principe, la révolution n'est pas un acte, mais une série d'actes qui se produisent *avant* la grande transformation sociale, et ces actes ce sont les réformes : exigeons des loyers justes et nous nous rapprocherons de la suppression des loyers ; rendons juste le capitalisme et nous nous rapprocherons de la société socialiste, société juste par définition (ici le marxisme répond simplement que, si les réformes étaient vraiment possibles, elles rendraient *éternel* le « meilleur capitalisme »).

Les « révolutionnaires » de 68 font le même raisonnement : imposons au capitalisme, par notre force, notre organisation, un *système de vie différent*, mesurons-nous avec lui sur le terrain *social*, par exemple, sur le terrain de la distribution de la richesse produite, du logement, etc., et nous imposerons dans le même temps une lutte *politique* qui sera victorieuse à condition qu'elle ait déjà conquis ce terrain social, et non pas en se fixant comme objectif central une révolution dépassée comme « la prise du Palais d'Hiver ».

C'est cela le « marxisme de 68 », un marxisme qui rejette la voie révolutionnaire définie par Lénine et la IIIe Internationale. Ceci reste vrai même si depuis 68 sont revenus sur le devant de la scène des mouvements qui ne reniaient pas cette voie, comme les staliniens « orthodoxes » et les contorsionnistes qui se réclament de Trotsky : mais il est caractéristique que ces mouvements aient dû pratiquement, renoncer à leurs références verbales et embrasser, eux aussi, en grande partie, au risque de rester en marge, comme cela est arrivé aux dogmatiques, l'idéologie spontanéiste de 68.

Nous avons démontré que ce contenu est « dans » 68, et ce contre tous les commentateurs qui soutiennent la thèse selon laquelle 77 (révolte étudiante à Rome et à Bologne) ne serait plus marxiste alors que mai 68 l'était. Le marxisme de 68 était le réformisme des partis ouvriers enrichi par le spontanéisme (dont l'idéologie, il faut le souligner, est *libérale*) du mouvement étudiant et des couches qui « émergent ». L'évolution ultérieure et la crise qui a concerné surtout pour l'instant, les espoirs des couches montantes (si possible avec leur petite valise de « valeurs » personnelles), ont creusé le sillon que le mariage en projet entre réformisme et spontanéisme essayait de combler. Ce mariage aussi, comme la plupart des mariages, est en crise permanente.

Le « gêneur » dans cette union difficile peut être le mouvement prolétarien renaissant, capable d'une critique impitoyable de toute « poésie du passé », moment où, comme dit Marx, la « phrase comptait plus que le contenu ». Il est le seul mouvement capable de « tirer sa poésie » de l'avenir, le seul capable de surmonter la phase actuelle d'apparente restauration de la « vieille société ». C'est encore Marx qui nous donne le cadre réel après une apparence de révolution :

« Au lieu que la *société* elle-même se soit donné un nouveau contenu, c'est l'Etat qui paraît seulement être revenu à sa forme primitive, à la simple domination insolente du sabre et du goupillon [...]. La société semble être actuellement revenue à son point de départ. En réalité, c'est maintenant seulement qu'elle doit se créer son point de départ révolutionnaire, c'est-à-dire la situation, les rapports, les conditions qui, seuls, permettent une révolution sociale sérieuse. » (Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Ed. Sociales, p. 19).

Et c'est précisément l'Etat, avec son *blindage* actuel, qui nous montre la vérité marxiste : *la révolution est avant tout politique, ou elle n'est rien.*

HISTOIRE DE LA GAUCHE
1920 EN ITALIE : L'OCCUPATION DES USINES

Le rapport, qui résume les recherches faites en vue du 3e volume de la *Storia della Sinistra Comunista*, a mis en relief les points suivants :

1) Contrairement à l'interprétation alors courante dans l'Internationale, le mouvement d'occupation des usines se produisit non pas dans une période d'avancée mais dans une période de reflux de la lutte de classe en Italie, après la tumultueuse année 1919 au cours de laquelle eurent lieu des mouvements contre la cherté de la vie et la grande grève des métallos, et après les suites de ces événements au cours de la première moitié de l'année 1920 (premières occupations spontanées d'usines en Ligurie et au Piémont, grève des « aiguilles », troubles à Ancône). Ce qui le montre c'est, d'une part, le fait que le mouvement d'occupation se soit déroulé de façon pacifique, qu'il n'ait jamais donné lieu à des affrontements de rue et, d'autre part, la facilité avec laquelle le gouvernement Giolitti put le maîtriser, ainsi que la coïncidence, qui n'est certainement pas fortuite, entre la fin du mouvement et le début de l'offensive fasciste, basée sur la reconnaissance non pas de la force mais de la faiblesse de l'adversaire.

2) Issu non pas d'une poussée « spontanée » des masses mais d'une décision de l'organisation syndicale réformiste, le mouvement, indéniablement grandiose en tant que mobilisation en masse des prolétaires, n'échappa cependant jamais au contrôle de celle-ci, et la droite du PSI, politique et syndicale, put y jouer pleinement son rôle. Ce qui montre que la sous-estimation du poids et de la consistance du turatisme par Serrati, au IIe congrès de l'IC et plus tard, témoignait d'une vision déformée de la réalité et, en même temps, qu'était illusoire, à ce moment-là et plus tard, la tentative de « récupération » du maximalisme effectuée par Moscou *malgré* et *contre* notre opposition résolue : si on voulait une preuve écrasante de la fonction de couverture du réformisme jouée par les maximalistes, on l'avait là, dans tout le cours de « l'occupation des usines » et dans son issue finale.

3) Né sur le terrain de revendications de salaire et de conditions de travail et de discussions entre les différentes organisations syndicales et le patronat sur la possibilité de satisfaire ces revendications, le mouvement prit d'abord l'aspect de l' « obstructionnisme » décrété par la FIOM en réponse au refus des patrons d'accorder la moindre amélioration économique au niveau des salaires, du salaire aux pièces, des indemnités de licenciement, des heures supplémentaires, des congés payés, etc., et après que la FIOM eut accepté de se placer sur le terrain du calcul des profits et pertes des entreprises et de la « compatibilité » entre les revendications salariales, d'une part, et les budgets de l'entreprise et de la nation, d'autre part. Ce n'est que dans un deuxième temps, non pas d'ailleurs à la suite d'une initiative des syndicats mais après le lock-out de quelques grandes entreprises, que le mouvement se transforma en occupation des usines. Mais déjà, durant les négociations avec l' « autre partie », et dès les premiers jours, il apparut clairement que la droite réformiste qui était à la tête de la CGIL visait comme solution — une solution pour elle « révolutionnaire » — le contrôle syndical sur les entreprises, dont elle proclama de façon démagogique qu'il était un premier pas vers la socialisation des moyens de production et le passage pacifique à une nouvelle économie. Tous les grands pontes du réformisme, à commencer par Turati, se lancèrent dans des théorisations à propos de cette « conquête révolutionnaire », la seule, la vraie, celle qui n'était pas dictée par la barbare Moscou ; et dans la longue série des contacts publics et cachés avec le gouvernement (ce point a été particulièrement illustré au cours de l'exposé, et non certes par goût de l'anecdote), ce sont eux qui ont présenté à Giolitti sur un plat d'argent la clef pour mettre un terme, et de la façon la plus pacifique, à l'agitation.

4) La puissance de la droite réformiste non seulement dans la CGIL mais aussi dans le PSI, et l'incapacité de la direction maximaliste de se soustraire à son chantage se sont manifestées de façon dramatique dans les deux réunions de ce que certains ont appelé de façon très rhétorique les « Etats généraux du mouvement ouvrier » des 4-5 et 10-12 septembre à Milan, quand D'Aragona, appuyé par les plus grands représentants de la droite, parlementaires et non-parlementaires, n'eut aucun mal à vaincre les résistances tant de la « base » que, et surtout, des organes dirigeants du Parti, et à assumer la direction du mouvement pour le conduire vers un but désormais bien défini : le « contrôle » sanctionné par la loi (une loi qui, d'ailleurs, ne verra jamais le jour).

5) La forte poussée réformiste, qui était déjà apparue à la fin de la grève des « aiguilles » en avril, et au congrès de Gênes de la FIOM en juin, s'accompagna d'un net recul du « conseillisme » ordinoviste, si bien que lors de l'occupation des usines le groupe de l'Ordine Nuovo fut non seulement incapable de donner une orientation au mouvement (alors que certains continuent à dire, contre toute preuve, qu'il fut inspiré précisément par l'Ordine Nuovo !) mais il fut même obligé de prendre ses distances par rapport à lui pour ne pas encourager ses illusions. Il ne faut pas oublier que l'occupation des usines se produisit après la violente polémique Tasca-Gramsci et la rupture qui eut lieu entre ce dernier et ses camarades du même courant, en juillet, au sein de la section socialiste de Turin ; et il faut dire que c'est précisément dans cette période qu'ont mûri les fruits de la longue polémique de la gauche abstentionniste, qui a amené la majorité des ordinovistes à déplacer leur attention de la question des conseils à celle du parti, et à se rendre compte (nous ne discutons pas ici la question de savoir jusqu'à quel point et avec quelle profondeur de conviction) de l'importance *centrale* de celle-ci. C'est Togliatti qui, le 10 septembre, mettra en garde les « Etats généraux » contre des décisions précipitées en l'absence d'une préparation politique et militaire de la classe ouvrière. C'est l'expérience de ces jours-là qui jettera un pont entre les ordinovistes et Livourne.

6) L'épilogue de l'occupation, ou plutôt son déroulement même, mettent en évidence la collusion entre le réformisme « ouvrier » et le réformisme bourgeois incarné par Giolitti. Celui-ci ne fera rien pour opposer la force de l'Etat au mouvement, conscient qu'il était d'avoir dans la droite socialiste et confédérale le garant le plus sûr de l'ordre et prévoyant facilement que, étant enfermée dans le cadre des usines, la classe ouvrière connaîtrait inévitablement le sort des « prisonniers volontaires » et serait obligée de céder par asphyxie.

Et effectivement c'est ce qui s'est produit en dépit de résistances importantes dans différents secteurs du prolétariat ; mais face à la violence des tensions sociales, le « rêve » giolittien d'une répétition de l'alliance entre libéraux et socialistes de l'avant-guerre s'effondra en entraînant avec lui également le rêve de Turati qui voulait « refaire l'Italie » à partir d'un « déclin tranquille » du régime bourgeois. Ainsi, comme le disent nos thèses, le réformisme sauva dans l'immédiat la démocratie *et* prépara à brève échéance l'arrivée du fascisme, auquel tressaient des louanges tous les libéraux qui, durant l'occupation des usines, avaient crié au péril rouge menaçant et déploré l' « inertie » de Giolitti (qui se rangea lui aussi aux côtés de Mussolini en 1922-23).

De ce point de vue aussi, la période de l'occupation des usines constitue un test qui montre la justesse de l'analyse de la Gauche, une analyse qui a été illustrée dans le rapport par des articles du *Soviet* sur la question du « contrôle ouvrier » et qui montrait que notre position était à l'opposé des théorisations réformistes et maximalistes et partiellement en désaccord avec quelques formules trop schématiques de l'Internationale.

Quaderni del programma comunista

AU SOMMAIRE DU N° 3

IL PROLETARIATO E LA GUERRA

Commandes à « Il programma Comunista », Casella Postale 962 - Milano (Italia). Prix : 8 F.

Encore à propos de « Combat Communiste »

Où est donc la falsification ?

Dans le nº 2 de *Contre le Courant*, le groupe Combat Communiste a tenté de régler ses comptes avec nous. Sur le fond, nous avons répondu dans deux articles (voir *Le Prolétaire* nºs 268 et 269), montrant que le refus de l'invariance du marxisme conduit au démocratisme, et le refus du parti au spontanéisme suiviste ; bref, nous avons montré que Combat Communiste, loin d'innover, se rattache à la vieille tradition démocratique et libertaire.

Mais dans son article, Combat Communiste nous accuse aussi d'avoir falsifié ses positions. Ce point mérite d'être éclairci.

Combat Communiste prétend que nous avons commis « *une falsification pure et simple* » : dans notre nº 232, du 4-12-76, nous lui aurions attribué la position de « soutien critique » aux réformistes, alors qu'au contraire il les dénonce. Le lecteur intéressé peut se reporter à cet article que CC feint de découvrir aujourd'hui. Il verra que nous y donnions acte à CC d'avoir « rejeté l'appui électoral de LO à l'Union de la Gauche comme une tromperie à l'égard des travailleurs et dénoncé les propositions de Front Unique de l'OCI, de la LCR et de LO adressées aux « partis ouvriers » bourgeois, comme autant de capitulations ». Mais si nous n'accusions nullement CC d'apporter *actuellement* un « appui critique » aux partis ouvriers-bourgeois, nous relevions, preuves à l'appui, que CC se ménage pour l'avenir la possibilité de le faire. Voici ce que nous écrivions :

« *En ce qui concerne l'appui à un gouvernement « ouvrier » bourgeois, CC affirme : « Un vote limité à la réalisation de promesses précises pourrait être accordé à une coalition réformiste dans le but de renforcer la situation de la classe ouvrière et des révolutionnaires dans certaines situations. Par exemple : pour la libération de prisonniers politiques, le rétablissement des libertés démocratiques, comme le cas s'est présenté en Espagne en 1936 ». On ne peut que rappeler* [*continuions-nous*] *que c'est le POUM, opportuniste et centriste, et la CNT, anarchiste, qui avaient offert cet « appui critique » à l'Unité Populaire, capitulant ainsi devant la démocratie bourgeoise ».* [*Et plus loin encore*] *: « Par rapport au « front unique » avec les partis réformistes (PCF) il en va de même : on répugne à l'appliquer maintenant, mais on laisse la porte ouverte pour sa réalisation... demain. »*

Que diable CC nous reproche-t-il donc ? D'avoir appelé un chat un chat ? D'avoir appelé « appui critique » la tactique qui consiste à donner un *appui* aux réformistes (un appui électoral, même !) tout en les *critiquant ?* Et comment faudrait-il l'appeler ? N'est-ce pas précisément *cet appui-là* que le POUM, la CNT et tous les courants centristes ont toujours accordé au réformisme et à l'opportunisme avéré ? C'est bien parce que cette tactique et son nom sont déjà tristement classiques dans l'histoire du mouvement ouvrier, et non pour falsifier la position de CC, que nous avions mis l'expression entre guillemets !

CC se cabre devant *le nom*, mais reste très discret quant à *la chose*. Répondre qu'il « dénonce » les partis ouvriers-bourgeois est une dérobade. *A leur manière*, les trotskystes « dénoncent » les réformistes ; le POUM même le faisait, tous les centristes le font... et donnent aux dits traîtres un appui critique « limité ». En criant à la falsification, CC veut escamoter le fond du problème : qu'il l'appelle « appui critique » ou comme il voudra, donnera-t-il dans certaines situations « un vote limité » à une coalition réformiste, oui ou non ?

Non les accords bidons, mais l'appel à la lutte

(suite de la page 1)

rèque et autres bonzes, les mêmes qui ont craché sur la grève Renault et parlé alors d'aventurisme. En réalité, ces accords présentent surtout les avantages négatifs de ne pas revenir sur les 40 heures, et d'englober en principe dans la garantie minimum annuelle tous les travailleurs, sans la clause d'ancienneté qui devait permettre d'en exclure une bonne proportion. De là à pavoiser, et à prétendre, comme l'écrit le journal bourgeois **Les Echos** du 4 juillet 78 que « les dernières queues de conflit [...] ont été emportées par les chauds alizés de l'ouverture sociale » ! Tout au contraire c'est à la chaleur d'une flambée sociale menaçante que la bourgeoisie est poussée à monter en épingle ses hésitations dans l'attaque et à essayer de ranimer les illusions sur les vertus du terrain contractuel.

C'est ce qui fait la valeur des grèves de juin, même si les acquis immédiats ont été faibles localement : quasi nuls à Renault où la répression contre les grévistes bat son plein, plus qu'insuffisants à Moulinex et aux arsenaux où patronat et syndicats complices se sont contentés d'augmenter les salaires tout en bas de l'échelle, sous prétexte de « pallier les injustices » — ce qui permet à **l'Humanité** (12 juillet) de brandir des pourcentages de 16 à 25 % d'augmentation qui indiquent surtout le niveau misérable des salaires planchers antérieurs (notamment à Moulinex).

Mais la vertu de ces grèves a été de **poser un jalon** pour les luttes futures en rappelant l'urgence et la permanence des revendications fondamentales de salaire et de temps de travail ; de briser la « logique de l'austérité » et de rappeler à la face des professeurs de sacrifice et des « conciliateurs » syndicaux le caractère inconciliable des besoins des prolétaires et de ceux du capital.

C'est bien pourquoi la sollicitude des grandes centrales s'est employée à essayer d'orienter les mouvements sur le terrain de l'intérêt national (la CFDT aux arsenaux a encore déployé son zèle gestionnaire et son loyalisme envers son propre impérialisme en présentant des plans de développement des investissements militaires), et à organiser leur asphyxie à Renault quitte à s'interroger ensuite avec un cynisme écœurant, sur « l'opportunité de la tactique des grèves d'atelier », après les avoir sciemment maintenues dans l'isolement, alors même que le patronat leur fournissait, avec le lock-out et l'occupation policière, des leviers d'unification.

A l'heure actuelle, la tâche essentielle des syndicats serait, si l'on en croit la CFDT, de « conquérir des instruments de négociation » dont « l'absence constitue un grand problème de notre pays » : c'est exactement le but que poursuivent depuis longtemps les pilotes du capitalisme « moderne », style Jacques Delors, jaloux de pays comme l'Allemagne ou même l'Angleterre, où le filet de la collaboration de classe est d'un tissage plus serré. A l'heure actuelle, la tâche de tous les prolétaires est de se préparer à répondre à l'appel lancé par les grévistes de juin, en se donnant malgré et contre les apôtres du compromis national, les instruments d'unification et d'organisation de la lutte de classe qui sont entièrement à reconstruire.

Notes internationales

● Le sommet de Bonn : davantage d'anarchie et davantage de répression

Comme il fallait s'y attendre, tous les grands Etats occidentaux réunis à Bonn pour élaborer une « stratégie internationale pour sortir de la crise » n'ont pu faire état que de leurs divergences et de leur incapacité à trouver une politique économique adéquate. Et pour cause ! Sinon le capitalisme ne serait pas le capitalisme !

Cependant, il y a une chose que tous les Etats savent, c'est que la crise produit la révolte sociale, individuelle et collective, et là, ils savent collaborer : à tout hasard, en appendice de leur désaccord, ils ont produit un accord démontrant leur consensus dans la lutte... contre le terrorisme !

Quand est-ce que la classe ouvrière pourra de nouveau déclarer la guerre au capitalisme ?

● L'Espagne en ébullition

Le potentiel d'antagonismes est tel dans l'Etat espagnol, que toute étincelle provoque de puissantes décharges et crises sociales. La vague de violences qui s'est déclenchée en Andalousie dès l'automne dernier, avec les émeutes de Cadix, couve de façon chronique au Pays Basque. Ici, les affrontements avec les forces policières sont permanents : étant donné que les centrales syndicales ne donnent pas d'ordre de grève générale, les travailleurs se donnent rendez-vous après le travail pour se battre contre la police. Leur haine s'est retournée au mois d'avril contre les centrales syndicales elles-mêmes, lorsque celles-ci ont trahi les luttes dans la métallurgie : alors, ils ont voulu mettre à sac les sièges des Commissions Ouvrières et de l'UGT à Renteria, Eiber et Saint Sébastien.

Les aspects nationalistes qu'ont revêtus les derniers événements à Pampelune, Bilbao et Saint Sébastien, où les ouvriers ont dressé des barricades et paralysé la région lors de violents affrontements avec les troupes de choc de l'Etat sont des déformations mystifiées d'antagonismes de classes bien réels, comme cela s'est hélas souvent répété dans les luttes sociales qui ont secoué cette région au cours de ces dernières décennies. Naturellement, la bourgeoisie basque et les partis réformistes en ont profité pour réclamer démagogiquement à l'Etat central la « basquisation » de la police locale, afin de « dédramatiser » ainsi les rapports entre « la population » et l'appareil d'Etat. Eh bien, qu'ils le fassent ! Le prolétariat basque comprendra peut être mieux alors que sa lutte ne trouve pas ses racines dans la question de la nationalité mais dans l'exploitation capitaliste et que cette lutte, il doit la mener, par-delà l'oppression particulière dont il est l'objet au Pays Basque, avec tous les prolétaires de l'Etat espagnol, bras dessous bras dessous avec le prolétariat international.

● Marchandages sahariens

Ces derniers mois, l'impérialisme français, après avoir mis en place son dispositif militaire et fait sa démonstration de force en Mauritanie et au Tchad, n'a pas ménagé ses énergies diplomatiques pour tenter de préparer un accord d'ensemble au Sahara et s'efforcer de trouver un nouveau compromis avec l'Algérie et la Libye, essayant ainsi de supprimer leurs appuis militaires aux rebellions sahraouie et tchadienne.

Sans doute l'élimination d'Ould Daddah était-elle nécessaire pour ouvrir les grands marchandages. Toujours est-il que le libyen Jalloud et l'Algérien Bouteflika ont aussitôt accouru à Paris pour voir ce qu'il en était, tandis que le Polisario s'est trouvé contraint de proclamer un cessez-le-feu, pour donner ses chances à la « restauration nationale » dans une Mauritanie accablée par la guerre, la sècheresse et l'inflation.

Les victimes de ces grandes manœuvres sont avant tout la rébellion sahraouie que ses « amis » privent ainsi de la possibilité de porter un coup décisif en lui faisant miroiter une trompeuse « solution négociée », les masses exploitées mauritaniennes sur les épaules desquelles le fardeau impérialiste va dans l'immédiat peser plus lourd, et si l'on arrivait à un accord d'ensemble, les prolétaires et les paysans pauvres de tout le Mahgreb sur lesquels l'oppression politique serait plus uniforme et plus soutenue. Mais gageons que cet équilibre, s'il voit le jour, ne durera pas longtemps.

● Le PC argentin, toujours plus au service des militaires

Voici quelques extraits d'une interview de Roberto Vallarino, membre du CC du PC argentin, que publie le numéro de *Cambio 16* du 18-6-78 :

C. 16 : « *Comment voyez-vous le rapport des forces au sein de l'Armée ?* »

R.V. : « *Très sommairement, je dirai qu'il y a, d'une part, des éléments pinochetistes, ultra-réactionnaires, et de l'autre, des éléments de tendance démocratique.* »

C. 16 : « *Qui sont les éléments progressistes ?* »

R.V. : « *Si vous voulez des noms, je citerai : Videla, Massera, Agosti* [*ce sont trois membres de la Junte militaire, NdR*]*, Suárez Massone, par exemple* [...]. *Il s'agit là d'un gouvernement où il y a des éléments progressistes qui, de fait, y sont majoritaires.* »

C. 16 : « *Ainsi, vous appuyez la Junte ?* »

R.V. : « *Pas exactement, il vaudrait mieux parler d'appui critique.* »

C. 16 : « *Alors, d'après vous, c'est une erreur que d'établir l'équation Videla = fascisme ?* »

R.V. : « *Il s'agit là d'une erreur classique et aventuriste qui peut conduire le peuple argentin dans la voie de la régression.* »

C. 16 : « *Régression par rapport à quoi ?* »

R.V. : « *Par rapport aux acquis récents du mouvement ouvrier et démocratique.* »

Sans commentaire. Mais les ouvriers argentins sauront régler leur compte à ces gardes chiourmes de l'ennemi !

Presse internationale

SOMMAIRE DU Nº 14 (8 juillet) de

il programma comunista

- Combattere contro il proprio imperialismo anche se straccione.
- Corni d'Africa, d'Asia e di tutto il mondo.
- America latina in pieno terremoto sociale.
- Invano il capitalismo s'interroga sul futuro della propria economia.
- Antimilitarismo rivoluzionario.
- Sulla « sinistra sindacale » : Un'opposizione tutta interna al sindacato tricolore.
- Università Milano : agitazione docenti precari.
- Napoli : Lotte operaie nella zona industriale e iniziative del « sindacalismo napoletano ».
- Milano : Un'assemblea di organismi di base.
- Riunione del collettivo dei ferrovieri.

*

Kommunistisches Programm

*

Communist program

*

EL PROGRAMA COMUNISTA

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

- **A Bruxelles :** le 2e mercredi de chaque mois, donc le 12 juillet, à 19 h 30, à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

- **A Aix-en-Provence :** vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit les 8 et 22 juillet puis le 9 septembre.
- **A Amiens :** le 1er dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h au café La Rotonde, place René-Goblet, soit le 2 juillet et le 3 septembre.
- **A Angers :** vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc, sauf du 15 août au 15 septembre.
- **A Arles :** vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1er et le 3e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit le 1er et le 15 juillet puis le 2 et le 16 septembre.
- **A Avignon :** vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h sauf au mois d'août.
- **A Grenoble :** le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 30 juillet.
- **A Lille :** vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1er dimanche de chaque mois ainsi que tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe.
- **A Lyon :** le 1er vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 7 juillet, puis le 8 septembre.
- **A Paris :** 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
- **A Rouen :** vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc, sauf au mois d'août.
- **A Roubaix :** vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3e dimanche de chaque mois, soit le 16 juillet, puis le 17 septembre.
- **A Strasbourg :** tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.
- **A Toulouse :** vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin sauf au mois d'août.

EN SUISSE

- **A Lausanne :** tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1er étage à droite, « Atelier »), sauf au mois d'août.

A PARIS, PERMANENCE du groupe syndical PTT

un mercredi sur deux, de 15 h à 17 h, 27, avenue de Choisy (métro Porte de Choisy), Paris-13e, soit le 21 juin, puis le 5 et le 19 juillet. Ensuite, la permanence ne reprendra qu'en septembre.

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE :
Editions Programme,
32, rue du Pré-au-Marché
1004 Lausanne

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

Nº d'inscription à la commission paritaire de presse : 52926